



AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM

Libérer le potentiel RSE des Entreprises Africaines

4^{ème} ÉDITION

THÈME:
**AGRICULTURE, ENTREPRENEURIAT
ET CHANGEMENT CLIMATIQUE**

26 & 27 Février 2020
HÔTEL BARCELO PALMERAIE
MARRAKECH MAROC



RAPPORT
DE SYNTHÈSE



INTRODUCTION DE L'ÉDITION



Marrakech a abrité, mercredi 26 et jeudi 27 février 2020, la 4ème édition de l'African Business & Social Responsibility Forum. Cette année, la rencontre, ponctuée de panels de très haut niveau, a tourné autour du thème «Agriculture, Entrepreneuriat et Changement Climatique. Un thème qui a été marqué par l'Appel de Marrakech pour l'engagement des entreprises africaines pour un avenir durable.

Pour Stéphane Moudouté -Bell, Directeur de Latitude Monde et fondateur du Forum, c'est le temps de l'action. Ce véhicule haut de gamme, qu'est la RSE, doit être intégré, sans tarder, dans la Gouvernance des entreprises africaines, avec une industrie de l'action se substituant à celle du verbe.

De concert avec lui, des bailleurs de fonds parties prenantes de la rencontre, BADEA et BAD, des entreprises de tout bord et quel que soit leur taille, des chercheurs et experts de renom, des universitaires, la société civile et les étudiants, ont affirmé la nécessité d'agir sans délai et lutter contre les changements climatiques.



CONFÉRENCES
DE L'ÉDITION



PANEL 01

Le secteur privé face au changement climatique: risques et opportunités

MERCREDI 26 FÉVRIER 2020



Didier ACOUETÉY, PDG du Groupe Africsearch, modérateur, a soutenu que l'Afrique risque d'être le continent le plus impacté. Se référant à une étude de Citi Group, il a révélé que l'impact économique des changements climatiques pourrait coûter au continent 72 trillions de \$, comparés au 2500 milliards de \$ de PIB.

Salaheddine MEZOUAR, ex-Président de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM) et de la COP22, mais aussi ex-ministre marocain des Affaires étrangères et de la coopération, a fait remarquer qu'il a fallu 21 COP avant d'arriver à un Accord. A la COP22, non seulement, il y a eu de l'action, mais les acteurs non étatiques (les villes, les gouvernements locaux, le privé) sont entrés en action, a-t-il rappelé. Il s'est réjoui que cette COP fut à la fois celle de l'Afrique, des pays en développement, et des Etats insulaires... une COP où l'Afrique a commencé à parler d'une seule voix, mais pendant laquelle a été érigé, parallèlement au Pavillon Bleu, un Pavillon Vert pour le secteur privé et autres acteurs non étatiques qui leur a permis de créer une coalition de business et démontrer leurs aptitudes sur la question climatique. Pour Salaheddine MEZOUAR, les COP qui ont suivi n'ont pas connu des avancées, toutefois, dans cette phase de transition actuelle, il y a des dynamiques sur le terrain qui irrévérablement nous mèneront vers la 3^{ème} révolution industrielle verte. Il a salué, l'engagement croissant actuel du secteur privé, un engagement intégré dans sa démarche et sa stratégie. La prise de conscience est réelle, d'autant plus que d'après les scientifiques, la race humaine est menacée, croit-il. Ce qui manque de son avis, c'est une structure représentative de ce secteur. Alors à la tête de la CGEM (patronat marocain), il avait tenu à mettre en place une

structure adéquate permettant de jouer ce rôle.

Pour conclure, il a trouvé que l'Afrique doit faire des changements climatiques une opportunité, une opportunité d'aller vers un monde nouveau et faire du siècle suivant le sien.

A sa suite, **Mme Ameenah GURIB-FAKIM** a préconisé une communication plus efficace et ciblée pour atteindre les populations. Pour la 6^{ème} présidente de Maurice, le cycle des eaux, un réchauffement qui fait migrer le paludisme, les désastres dans l'agriculture, appellent des solutions globales pour sauver notre survie sur cette planète. Comparativement aux 10 milliards de \$ de Jeff Bezos, une contribution de 2,5 % du PIB des Etats fournirait 85 trillions de \$... D'où son Appel à un dialogue plus dense entre public et privé tout en intégrant cette dimension internationale qui convoque une plus grande solidarité.

Quant au **Pr Raja AGHZADI**, oncologue, Membre de la Commission marocaine spéciale sur le modèle de développement, elle a loué l'opportunité qui lui a été donnée, vu que la voix des professionnels de la santé ne s'entend pas beaucoup. Pourtant, regrette-t-elle, «nous subissons les conséquences d'un mode de vie effréné où la santé est complètement occultée... si on met le citoyen au milieu, sa santé doit être au-devant de la scène». Elle milite pour une industrie verte qui va mettre au centre le citoyen.

A défaut, on se dirige vers une reproduction compromise, les gamètes subissant le contrecoup des changements climatiques, plus de 50% des personnes risquent d'être stériles d'ici 2050. La fonte des glaciers va faire émerger des bactéries susceptibles de provoquer des maladies insoupçonnables... Poursuivant sa réflexion, le Pr Raja AGHZADI a estimé que ces maladies infectieuses

pourraient engendrer jusqu'à 6000 morts par jour. Revenant sur la vulnérabilité des femmes, elle a évoqué leur nécessaire formation, et l'importance de la prévention en adoptant un meilleur style de vie, une industrie intelligente, le renforcement des systèmes sanitaires, sachant qu'il faut 5 milliards de \$ pour faire face aux changements climatiques. Sa note d'espoir réside dans le fait que ces changements climatiques sont une opportunité pour la RSE. Pour s'en sortir, il faut s'armer et prévenir, a-t-elle conclu.

Eugène NDIAYE, Directeur de la Société d'Emboutillage Casamançaise (SODECA), a confirmé la réalité des changements climatiques. Dans le secteur des eaux minérales, ce phénomène est une réalité. Les populations de la région la plus verte du Sénégal, d'où il est originaire, vit un certain stress hydrique. Appelant à un nouveau mode de notation et d'évaluation des entreprises, le Directeur de SODECA a estimé que la réflexion doit tourner autour des mécanismes de valorisation des entreprises qui pratiquent la RSE.

Leila MOKADEM, représentante de la BAD au MAROC, a de son côté défendu l'importance de la responsabilisation et la responsabilité communes. Pour signifier l'engagement de la BAD, elle a évoqué un plan d'actions sur le période 2016-2030 pour financer de concert avec d'autres partenaires du développement durable, des projets atténuant les effets des changements climatiques.

Face à l'exode rural, l'absence d'emplois résilients, en dépit de 64% des terres arables du monde, la BAD répond à travers un appui pour la mise en place d'un cadre légal et réglementaire, dans la durabilité des zones rurales, la technologie et la R&D, l'entrepreneuriat et les jeunes en favorisant une migration vers une agriculture intelligente, la mise en place de mini agropoles, l'octroi d'équi-

pements, l'industrialisation et la compétitivité du secteur privé, le financement d'activité à 100% dans les énergies renouvelables via l'initiative du G5 Sahel "Desert to Power", mais aussi l'intégration régionale, le financement des infrastructures régionales pour du développement durable à travers des Dons, de l'Assistance technique ou le Fonds Vert à travers des agences d'exécution. □



PANEL 02

Comment libérer le potentiel des énergies renouvelables en Afrique?

MERCREDI 26 FÉVRIER 2020



Joëlle EDEDEGHE NDONG, journaliste-reporter Canal+, modératrice, interrogera d'abord **M. Milko BINZA MOUSSIROU**, Directeur de Koval Energy, qui a bien soutenu que les changements climatiques nous concernent tous, mais a apporté une nuance de taille au "tout vert" des énergies renouvelables. Toute industrie, y compris celle sur les énergies renouvelables, pollue, pour le Directeur de Koval Energy. Ainsi, chaque pays doit avoir sa spécificité et éviter le "copier-coller".

Nezha Hafid AZHARI, Directrice Qualité, Sécurité, Environnement et Développement Durable de Lesieur Cristal, a indiqué que cette entreprise a lancé un processus de mise en route de chaudières fonctionnant à partir de grignon solide (biomasse) issu de la trituration d'huile d'olives, des 1200 ha d'oliveraies de l'entreprise.

Dr Fohla MOUFTAOU, Directeur de Green Keeper Africa, a évoqué un problème de sémantique, défendant que l'énergie la plus renouvelable est celle qu'on ne produit pas. Ce fût l'occasion d'exposer son propos sur les sources d'énergie négligées, à savoir les plantes invasives, les résidus agricoles (noix d'acajou, cabosses de cacao...) pour en plus une séquestration de carbone qui permet de fertiliser davantage les sols.

Samir BELRHANDORIA, Managing Partner et Fondateur de DEVFIN, a souligné une abondance de la ressource (eau, soleil et vent) non valorisée. Prenant en exemple, les expériences en Egypte et au Maroc (politique volontariste, réglementation) où la production d'énergie renouvelable atteint 5 GW, le Scaling Solar avec la Banque Mondiale dont une première expérience réussie au Sénégal, le Desert to Power de la BAD avec les pays du

G5 Sahel.

Il a milité pour accélérer davantage le processus, réaliser divers projets de production d'énergie propre pour des changer la vie des populations. Il voit dans les PPP un excellent levier pour atteindre cet objectif. □



PANEL 03

Transformation de l'agriculture africaine: un impératif pour assurer la sécurité alimentaire du continent

MERCREDI 26 FÉVRIER 2020



Gloria PARAISSO-JOSSOU, Directrice de RS Consulting, qui a modéré ce panel, a permis à **Tshepelayi KABATA**, Conseiller technique du Directeur Général de la Banque Arabe pour le Développement Economique de l'Afrique (BADEA), de présenter les réalisations d'une institution qui a plus de 45 ans de financements d'infrastructures, surtout des routes et autres dessertes agricoles, mais qui, depuis 2015 et dans sa stratégie 2030, s'engage dans le développement de la chaîne de valeur agricole via la PME, l'innovation (Agritech)... Pour lui : « il est temps de travailler dans une approche holistique, afin que tout l'écosystème intervienne (philanthropes, la garantie, les inventeurs..) ».

Raja Tahiri, Directrice à FIMASUCRE (Fédération interprofessionnelle marocaine du sucre), est revenue sur l'importance de l'organisation de la filière sucrière qui a bien épousé l'approche chaîne de valeurs d'une même filière du Plan Maroc Vert. Une approche qui a abouti à un choix stratégique matérialisé par un contrat programme entre l'Etat et les acteurs pour piloter une production agricole née d'une modernisation et de sa mise à niveau. Ainsi, réunis au sein de la Fimasucre, les associations agricoles et les industriels du sucre (Cosumar et ses filiales) se sont mis d'accord sur un soutien allant de l'amont agricole jusqu'à la commercialisation. En outre, elle a évoqué l'agrégation, érigée en loi, qui permet de surmonter l'exiguïté des parcelles, l'accès au financement technique moderne, au marché... Cosumar finance l'Amont, fournit le matériel avec une subvention entre 30 à 40% et entame une production d'équipement adapté, sans omettre son centre de recherches sur des variétés à meilleur rendement (semence monogerme à fort potentiel). Dans l'amélioration de la qualité et de la pro-

ductivité, a-t-elle ajouté, FIMASUCRE permet d'assurer avec OCP une technologie Smart Blender sur la base de l'analyse des sols, une gestion de l'irrigation pilotée en fonction des paramètres du périmètre (Valorisation de la goutte d'eau). COSUMAR, labellisée RSE par la CGEM, a mis en place une assurance maladie, un fonds de solidarité climatique en cas de catastrophe, et FIMASUCRE a produit un modèle de retraite adapté.

Pour **Mme Ameenah GURIB-FAKIM**, l'impératif de créer des banques de graines (millet, sorgho, tef, fonio...) sur le continent s'impose. Cela permettrait de protéger les peuples et éviter le syndrome mexicain où des infiltrations d'OGM ont beaucoup compromis le maïs, aliment de base...

M. Lamourdia Thiombiano, Secrétaire Général du ministère Burkinabè de l'Agriculture, a regretté que sur le continent, seuls 2 ou 3 pays disposent de banques de graines, alors qu'il renferme 64% des terres arables au monde. Faisant le parallèle avec ce qui se fait aux Etats-Unis, il a prôné, en cas de transactions, une stratification de la terre (40 cm pour les cultures) pour éviter la vente de surfaces qui englobent le sous-sol. □



PANEL 04

Retour d'expériences d'initiatives de soutien à l'entrepreneuriat en Afrique

MERCREDI 26 FÉVRIER 2020



Joël-Eric MISSAINHOUN, Managing Partner AFRICSEARCH, modérateur, a d'abord donné la parole à **Mme Gloria PARAISSO-JOSSOU**, Directrice de RS Consulting, qui a entamé son propos en assimilant les entrepreneurs à des hommes orchestres capables de jouer à plusieurs instruments, mais qu'être entrepreneur s'apprend avant d'ajouter qu'une plante pousse plus droit avec un tuteur.

Dans le même esprit, **Seynabou DIA**, Directrice de Global Mind Consulting, a estimé que l'entrepreneur doit être multitâche, dans la mesure où souvent rien ne prépare ceux qui exercent ce métier à le devenir. Elle a magnifié le rôle important joué par Hub Africa qui sillonne chaque année le continent et des villes européennes pour dénicher des talents africains et de sa diaspora pour les accompagner. Pour elle, la famille demeure un moule favorable pour la création d'entreprise.

Lui succédant, la guinéenne **Mme Fadima DIAWARA**, Directrice de KUNFABO et créatrice du second téléphone portable africain "Kunfabo", juriste à la base, a déclaré être sur le marché que depuis 3 mois avec ses produits, après 3 ans d'existence. Résolument déterminée à mettre à la disposition des consommateurs une alternative sur le marché, la fondatrice de KUNFABO a doté son portable aux fonctionnalités très pratiques, d'applications dans divers domaines. Pour cette jeune entrepreneure, le cas du Rwanda qui vient d'introduire l'entrepreneuriat dans le cursus scolaire est à saluer.

Quant à **Hicham IRAQI**, Directeur Microsoft Maroc, il a insisté sur les "skills" (métiers et compétences) à cumuler dans une ère technologique et l'importance pour les décideurs d'inculquer l'esprit d'entrepreneuriat aux jeunes.

Pour Hicham IRAQI, être entrepreneur c'est aller au-delà de prendre des risques, c'est être dans le dépassement. Plusieurs outils sont à la portée des entrepreneurs en herbe ou confirmés dans ces moments d'économie disruptive, avec notamment le cloud qui permet d'accéder à la dernière technologie. Sur ce volet, il a annoncé la création d'une entité Ad-hoc au sein de Microsoft for Africa pour renforcer l'employabilité des jeunes à travers startups et incubateurs. □



PANEL 05

Quels nouveaux modèles de partenariats public-privé pour un développement durable et inclusif ?

JEUDI 27 FÉVRIER 2020



Alioune GUEYE, PDG du Groupe AFRIQUE CHALLENGE et CEO de HUB AFRICA, a placé cette interrogation dans le contexte actuel de l'explosion des Technologies de l'Information, de l'avènement d'entreprises plateformes dans divers domaines, de vulnérabilité... Il a défendu la notion de partage autour des écosystèmes, voire passer à une logique d'écosystèmes et sortir de celle des égo-systèmes.

Poursuivant son raisonnement, le PDG du Groupe Afrique Challenge a démontré que : « Eco...système renvoie d'ailleurs à l'écologie, au biotope, à la biocénose où les uns avec les autres concourent à cette entreprise plateforme dans laquelle la RSE prend tout son sens ». Il a poursuivi, soutenant qu'aujourd'hui la dynamique des inter-relations l'emporte sur celle des économies d'échelle... qu'on parle alors de "Connecting Dots" et de captations de valeurs pour créer de la valeur afin que l'écosystème grandisse. Avant de céder la parole aux panélistes, il partagera ce point de vue avec l'assistance : « que la coo-pétition l'emporte actuellement sur la compétition et qu'on parle de plus en plus de concurrence au lieu de concurrence, faisant le parallèle avec ce qui se faisait au village lorsque le comité primait sur l'individu. Ainsi, a-t-il confié, un village fait grandir un enfant et de manière analogue un écosystème fait croître une compagnie... ajoutant un "P", supplémentaire, celui de People, à PPP (Partenariat public-privé) pour un développement durable et inclusif.

Khaled HUSSEIN, Directeur a.i, Bureau Afrique du Nord de la Commission Economique pour l'Afrique (UNECA), déplorera un investissement actuel (de 24% du PIB) insuffisant pour générer de l'emploi, contre 35% du PIB pour réaliser les Objectifs du Développement Durable (ODD) en 2030, soit un gap de

11 points de base. Poussant un peu plus loin la comparaison, il a mis face à face le disponible 50 milliards de \$, contre le nécessaire en investissements de 400 milliards de \$. Pour ce responsable, le problème réside dans le fait que le secteur privé reste toujours dominé par des PME pas connectées à la chaîne de valeurs. L'objectif est ainsi d'aller au-delà du PPP et d'impliquer tous les acteurs de la chaîne de valeurs, sans omettre la promotion de la digitalisation, encore à la traine.

Chioma NWACHUKU, Senior Level Executive, SEPLAT PETROLEUM, a aussi mis l'accent sur le gap de 2,5 milliards de \$ entre des besoins estimés à près de 4 milliards de \$. La société SEPLAT s'y emploie en injectant 1 milliard de \$. Elle trouve que l'Etat y compris ses partenaires du privé doivent s'atteler à établir un cadre légal et réglementaire pour conduire de façon efficace les actions de RSE dans des secteurs déjà investis, tels que la santé (prise en charge de 30 000 femmes enceintes), l'éducation (soutien à 20 000 étudiants).

Pour **Amadou DIAW**, Président du Forum de Saint-Louis et PDG et fondateur de l'ISM au Sénégal, il faut insister sur l'importance de l'économie du savoir. Il accepte certes que l'enseignement soit une mission régalienne, mais face à la poussée démographique et aux contraintes budgétaires, le Mindset doit évoluer. Il a aussi attiré l'attention sur certains déséquilibres qui peuvent nourrir de sérieux préjudice.

M. Abdelatif KISSAMI, Directeur Développement Durable de MANAGEM, exprimera toute sa gratitude aux initiateurs et organisateurs du Forum, pour les avoir distingué - MANAGEM a remporté le Corporate Award

of Innovative Societal Action. Dans les zones minières, souvent entourées de villages et communautés isolés et enclavés, MANAGEM entreprend des actions de durabilité et d'autonomisation des populations, a explicité M. Kissami. Il s'agit de convergence entre les parties prenantes, la compagnie jouant le

rôle de catalyseur, assurant des réalisations sans s'afficher ostensiblement... Entre autres actions, MANAGEM s'emploie au développement à l'entrepreneuriat social, à la création de coopératives de production d'artisanat, de couture, de tapisserie... □



PANEL 06

Femmes et Développement Durable

JEUDI 27 FÉVRIER 2020



Ce Panel 100% féminin, a été modéré par **Joëlle EDEDEGHE NDONG**, Journaliste-reporter à CANAL+. Dans son introduction, elle a précisé que les femmes sont au cœur des équilibres et jouent un rôle très important dans les processus d'appropriation de la RSE .

Nezha Hafid AZHARI, Directrice Qualité, Sécurité, Environnement et Développement Durable, LESIEUR CRISTAL, reviendra brièvement sur son parcours et a signifié que les limites sont celles que les femmes se fixent elles-mêmes.

Aya LARAKI, Directrice de CUIMER, une startup qui transforme les peaux de poissons en de jolies sacs, portes documents... trouve qu'il faut faire un travail sur soi-même, dépasser les stéréotypes, apprendre à toujours apprendre, donner au consommateur un choix responsable, mais aussi développer le réflexe de s'habiller africain, manger africain... □



CÉRÉMONIES
DES AWARDS

Objectif de la cérémonie

Il s'agit d'apporter **une plus-value** au Forum. En effet, les African Business & Social Responsibility Forum Awards ont pour vocation de récompenser, chaque année, les entreprises menant des projets exemplaires et innovants en matière de Développement Durable.

LES VAINQUEURS 2020 PAR CATÉGORIE



CORPORATE AWARD OF INNOVATIVE SOCIETAL ACTION: MANAGEM

MANAGEM: Groupe minier marocain, Managem est implanté dans 9 pays en Afrique. Managem développe un portefeuille d'actifs et de métaux équilibré avec 13 mines opérationnelles principalement au Maroc, et plusieurs projets miniers à fort potentiel à différents stades d'avancement sur le continent.



SME AWARD OF INNOVATIVE SOCIETAL ACTION: SODECA

SODECA (Société d'Embouteillage Casamançaise) : produit la « Casamançaise » marque de bouteilles d'eau minérale naturelle. Son siège est basé au Cap Skirring en Basse Casamance, au Sénégal.



START UP AWARD OF INNOVATIVE SOCIETAL ACTION: CUIMER

CUIMER : maison de maroquinerie qui sur-cycle les déchets de poisson afin d'en faire un cuir haut de gamme. CUIMER propose des articles respectueux de la nature à base de cuir de poissons aux caractéristiques inédites vu qu'il est imperméable, hypoallergénique, résistant à la déchirure et éco-responsable.



AMBASSADOR 2020

Ce titre est adressé à une personne qui apporte un soutien multiforme au Forum en termes de Conseils, Network, recommandations, etc.

- Lauréat 2019 : Alioune GUEYE, PDG du Groupe l'Afrique Qui Ose ;
- Le Lauréat 2020: Docteur Sidi Ould TAH, Directeur Général de BADEA



Le Club AFRICA BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM

Le premier membre désigné est Alioune GUEYE, PDG du Groupe AFRIQUE CHALLENGE.



En conclusion, Stéphane Moudouté-Bell invitera toute l'assistance qui comprenait- soulignons-le- des étudiants de l'Université Mohamed VI Polytechnique de Benguérir- à s'approprier le Forum et à favoriser l'échange de «best practice» RSE à travers l'Initiative «Les Entreprises Africaines s'engagent pour un Avenir Durable».

VISITES DE TERRAIN

Dans l'après-midi du jeudi 27 février, tous les participants ont effectué deux visites de terrain dans les alentours de Tamesloht, dans les faubourgs de Marrakech. D'abord à la Coopérative-crèche-école des femmes, établies par la Fondation Mohamed V pour le Solidarité. Accueilli par une chorale d'enfant, le groupe a fait le constat d'un appui concret de MANAGEM à des femmes dans le tissage, la broderie, la couture.

La seconde visite a eu lieu Centre-orphelinat «Fiers et forts» qui accueille des orphelins et enfants de la rue en difficulté. La cinquantaine de pensionnaire de ce centre vivent avec une grand-mère et une mère d'adoption qui, avec le personnel, constituent la seule famille d'enfants récupérés.





CONCLUSION
FINALE

RECOMMANDATIONS
DE LA 4^{ème} EDITION DE L'AFRICAN BUSINESS
SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM

- Parce que l'Afrique risque d'être le continent le plus impacté par les Changement Climatique, il est impératif d'agir ;
- Emergence de dynamiques sur le terrain qui irréversiblement mèneront vers la 3^{ème} révolution industrielle verte ;
- Encourager les entreprises et organisations africaines à intégrer la Responsabilité Sociale de l'Entreprise dans leur Gouvernance à travers l'Initiative « Les Entreprises Africaines s'engagent pour un Avenir Durable » lancée à Marrakech ;
- Partenariat entre LATITUDE MONDE et le Groupe AFRIQUE CHALLENGE pour une visibilité des Stratégies/ Actions RSE des entreprises dans le Magazine panafricain African Business Journal (ABJ). Une publication de synthèse sera diffusée lors de la 5^{ème} édition de l'AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM ;
- Plans stratégiques d'institutions financières internationales (BADEA et BAD) pour financer ceux qui s'engagent vers le Développement Durable ;
- L'engagement croissant actuel du secteur privé, un engagement intégré dans sa démarche et sa stratégie, avec une prise de conscience réelle ;
- L'Afrique doit faire du réchauffement climatique une opportunité d'aller vers un monde nouveau ;
- Rôle non moins important de l'Etat dans ses missions régaliennes de sécurité, de normes et réglementation, mais aussi d'assainissement du climat des affaires ;
- Adaptation des solutions suivant les pays, voire les régions d'un même pays ;
- Avoir une approche de coo-pétition ;
- Caravane de l'Innovation pour dénicher des porteurs de projets, soutenus et financés à l'image d'entreprises championnes ;
- Benchmarker, échanger tout au long de l'année à travers les plateformes du Forum ;
- Travailler en coordination... éviter de travailler en silo, impliquer les acteurs dans leur ensemble ;
- Faire confiance à l'entrepreneuriat féminin ;
- Aller au-delà des Partenariats Public Privé (PPP) et y ajouter P pour people ;
- S'inscrire dans une dynamique des inter-relations, de «Connecting Dots» et de captations de valeurs ;
- Faire un saut quantique, grâce à des outils, tels que le cloud, la digitalisation...
- Remettre l'humain, le citoyen au centre des stratégies de développement.

**Le rendez-vous est pris vous pour la 5^{ème} édition
de l'AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM
qui aura lieu les 23 et 24 février 2021**



www.africa-businessforpeople.com



contact@latitudemonde.com



African Business and Social Responsibility Forum

CO-ORGANISÉ PAR

LATITUDE MONDE



SPONSOR PLATINUM



SPONSOR GOLD



SPONSORS



PARTENAIRES STRATÉGIQUES



PARTENAIRES MÉDIAS

